



**NPA**

NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

## MACRON RÉÉLU, LE COMBAT CONTINUE !

### MAIS C'EST DANS LA RUE ET PAR LES GRÈVES QUE DOIT SE CONSTRUIRE LE 3<sup>ème</sup> TOUR SOCIAL

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 5 MAI 2022

Malgré cinq ans de politiques autoritaires et anti-sociales au service exclusif des plus riches, Macron a donc été réélu avec 38,52 % des inscrit.es (et seulement 20,5 % au 1<sup>er</sup> tour !).

En oubliant dès le soir de son élection qu'il la doit d'abord aux millions d'électeurs qui n'ont voté pour ce candidat - dont ils vomissent la politique - qu'afin d'éviter le pire : une victoire électorale de l'extrême droite.

Et qu'en s'abstenant, près d'un tiers des électeur.trices ont tenu à affirmer qu'ils ne se reconnaissent plus du tout dans cette drôle de démocratie qui se réduit à choisir le « moins pire » contre le « pire ».

#### FAIRE FACE À L'OFFENSIVE DE MACRON

Macron a été mal élu et le sait, mais lui et son entourage ont été très clairs: ils comptent mettre en œuvre leur programme, tout leur programme, rien que leur programme.

En cent jours, Macron veut marquer le coup en imposant, entre autres, sa réforme des retraites et le travail gratuit sans contrat pour les bénéficiaires du maigre RSA.

Le bilan de ces champions est pourtant déjà sinistre.

D'un côté, 160 milliards de profits rien que pour les grands groupes du CAC 40 ; les cinq premières fortunes de France possèdent autant que les 40 % les plus pauvres de ce pays.

De l'autre côté, des retraites de misère, une explosion des morts au travail (la situation des salariés français étant la pire au sein de l'Union européenne), des salaires bloqués, un travail précaire qui explose.

Comme si cela ne suffisait pas, l'inflation mange le peu qui reste. Avec le prix des carburants, l'électricité et le gaz devenu un luxe, les courses hors de prix. Les services sociaux sont débordés, les loyers impayés se multiplient .

#### LES ÉLECTIONS POUR STOPPER LA POLITIQUE AU SERVICE DES RICHES ?

Dès le soir du second tour, tous les leaders politiques, de l'extrême droite à la gauche de Mélenchon en passant par la droite, nous ont vanté leur « troisième tour » : les élections législatives de juin, qui leur permettraient, s'ils avaient assez de députés, de mettre des bâtons dans les roues du prochain quinquennat ou d'être pris comme ministre de ceci ou cela. Même Mélenchon qui s'emploie à rassembler ce qui reste de la gauche pour proposer à Macron la « cohabitation » gouvernementale, avec lui comme premier ministre !

Mais cette gauche qui envisage de faire campagne commune - du Parti socialiste au Parti communiste, en passant par Europe Ecologie les Verts - essaie un peu vite de nous faire oublier qu'elle a été au pouvoir avec une politique similaire. A commencer par Mélenchon, au PS pendant des années et ministre de Jospin.

#### LA SOLUTION NE VIENDRA QUE DE NOS LUTTES

Nous le savons toutes et tous : sans rapport de force favorable, il sera rigoureusement impossible de faire reculer les vrais décideurs. Même une majorité à cette gauche, pour cohabiter avec Macron, ne nous épargnerait pas « des kilomètres de manifestation », contrairement à ce qu'a avancé le leader de La France Insoumise.

Lors du premier quinquennat, c'est bien parce que nous avons fait grève massivement que Macron a dû reporter à plus tard sa réforme des retraites, au point de la remettre aujourd'hui en selle en essayant d'arrondir les angles.

Ce dimanche 1<sup>er</sup> mai, 278 manifestations ont rassemblé des dizaines de milliers de personnes dans les rues du pays, à l'occasion de la journée internationale de lutte des travailleur.euses. Preuve que face à ce que nous promet Macron, notre camp social n'est pas prêt à se laisser faire.

C'est confronté à notre colère, sur les lieux de travail et dans la rue, que ce deuxième quinquennat de Macron pourrait bien capoter. Reste à nous en donner les moyens en préparant une lutte générale, un mouvement de grèves coordonné à l'échelle du pays.

#### RÉFORME DES RETRAITES

Aidons le à prendre la  
sienne à 44 ans



Jannaz

## DÉMANTÈLEMENT DE RENAULT

### ... EN MARCHÉ !

Au cours d'une conférence de presse, les dirigeants de Renault ont annoncé que « *toutes les options étaient sur la table* » pour un projet de séparation des activités thermiques et électriques, avec pour les activités électriques une possible introduction en Bourse au second semestre 2023. L'usine de Cléon serait donc concernée.

Ce qui fait baver nos actuels dirigeants, ce sont évidemment les résultats du constructeur de voitures électriques Tesla. En novembre 2021, il a dépassé les 1 000 milliards de capitalisation boursière, tout en fabriquant seulement un million de voitures dans le monde en 2021. Soit même pas la moitié de celles produites par Renault. Mais mettre sur le marché des actions une entité « électrique » issue de Renault, c'est espérer récolter quelques retombées de cette spéculation, à la condition de se soumettre aux règles que fixe le nouveau leader Tesla.

Dans son usine de Californie, on y produit des voitures - certes high tech - mais avec des conditions de travail copiées sur celles du début du siècle précédent: syndicats réprimés, horaires à rallonge, accidents du travail supérieurs à la moyenne de l'industrie aux États-Unis. Voilà leur monde de start-up, celui que nous prépare De Meo, avec la complicité de l'état actionnaire.

### LES RETRAITES

#### RAPIDEMENT DANS LE VISEUR

Macron l'a annoncé durant sa « campagne » : il a l'intention de reculer l'âge de départ à la retraite à 65 ans. Dans son programme présidentiel, cette proposition est précédée d'une formule lapidaire mais sans ambiguïté : « *Il faut être clair. Si l'on veut financer les dépenses essentielles et baisser les impôts, on doit continuer à travailler collectivement davantage.* »

Les propositions sont connues : recul de l'âge de départ, fin des régimes spéciaux, retour du projet de retraites par points. Dans le programme, cela donne : « *Le relèvement progressif de l'âge légal de départ à la retraite à 65 ans ; la suppression des principaux régimes spéciaux (EDF, RATP...) pour les nouveaux entrants, comme nous l'avons fait pour la SNCF ; une poursuite des concertations sur un régime universel plus simple, seulement pour les générations futures, en construisant les compromis nécessaires.* » Avec en prime : « *Proposer un cumul emploi retraite plus simple et plus avantageux, pour ceux qui souhaitent travailler plus longtemps et effectuer une transition souple vers la retraite* ». Autant le dire : ce qui nous attend n'est rien d'autre qu'une vaste offensive contre le système de retraites, elle-même inscrite dans un projet de régression sociale globale. A nous de construire la riposte pour tailler en pièces ce projet.

### SÉCURITÉ AU TRAVAIL : LE PATRONAT

#### FRANÇAIS EST LE PIRE D'EUROPE !

Jeudi 28 avril avait lieu la « Journée internationale de la sécurité et de la santé au

travail ». Selon la Confédération européenne des syndicats (CES), si la tendance des années 2010-2019 se maintient et que rien n'est fait pour rendre les lieux de travail plus sûrs, l'Union européenne aura plus de 27 000 décès d'ici à 2029 (dont 8 000 décès projetés en France, contre 563 pour la Pologne !). Pour la CES, les causes sont claires : « *l'irresponsabilité de certains employeurs, qui font des économies pour augmenter leurs bénéfices au détriment de la sécurité, et de politiciens qui [...] s'attaquent aux règles de bon sens en matière de sécurité et aux inspections du travail.* » Elle ajoute que « *le patronat français est le pire d'Europe* » : la France est le seul pays européen où la tendance reste à la hausse, avec 7 800 accidents mortels recensés sur la période 2010-2019.

### LES POLICIERS DANS LA RUE

#### POUR LE DROIT DE TUER ?

Réunis dans plusieurs grandes villes de France ce lundi, des policiers ont manifesté dans la rue pour réclamer l'instauration en leur faveur d'une « *présomption de légitime défense de la police* », lors de l'usage d'armes à feu. Cela veut dire très concrètement qu'un flic pourrait ouvrir le feu en affirmant qu'il était en état de légitime défense, sans avoir besoin de le prouver. Il appartiendrait ensuite à la victime (ou à sa famille, s'il est mort) et à la justice de faire la preuve du contraire. Et contrairement à ce qu'affirment les organisations syndicales de la police, il s'agit bel et bien d'un « permis de tuer ». La meilleure preuve est que ce mouvement a été lancé en solidarité avec un des leurs qui a tué deux hommes sur le pont Neuf à Paris parce qu'ils avaient forcé un barrage. Un comportement que ses collègues trouvent légitime. Bref, la philosophie derrière tout ça est simple : tuer d'abord, enquêter ensuite.

#### 400 EUROS POUR TOUS !

Au 1er mai, le Smic a augmenté de 2,65 %, soit 33 euros net. Pas de quoi mener la grande vie !

Depuis l'automne dernier, le Smic a augmenté de 5,75 % à cause de la hausse des prix qui est donc simplement compensée, avec retard et pas complètement.

Non seulement les autres salaires ne sont pas augmentés, mais, mécaniquement, les travailleurs payés au Smic sont de plus en plus nombreux. Derrière cette mini hausse du Smic, il y a en réalité une baisse générale du pouvoir d'achat. D'ailleurs, les grilles salariales de la très grosse majorité des branches de plus de 5 000 salariés commencent désormais en dessous du Smic ! Ce qu'il faut, c'est le Smic à 1 800 euros et une augmentation de 400 euros par mois au moins pour tous les salaires !

**Prendre contact avec le NPA à Rouen**  
correspondance@npa76.org

**LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA**  
[www.npa-auto-critique.org](http://www.npa-auto-critique.org)

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique

